

4,5 €

8 juin 2005

Libre-échange et délocalisations : le débat rebondit (n.2877)

Problèmes économiques La Documentation française

Problèmes économiques Nº 2.877

DOSSIER: LIBRE-ECHANGE ET DELOCALISATIONS: LE DEBAT REBONDIT

Quand Samuelson revisite les théories classiques de Ricardo et de Mill

Journal of Economic Perspectives

Paul A. samuelson

La théorie ricardienne des avantages comparatifs est l'argument fondamental des défenseurs du libre-échange, qui concluent que l'ouverture des frontières apporte à long terme des avantages pour tous les pays qui la pratiquent. Certes, certains groupes ou secteurs peuvent, au moins temporairement, subir des pertes en termes absolus, mais celles-ci sont toujours plus que compensées par le gain de pouvoir d'achat de l'ensemble des agents économiques, profitant de biens moins onéreux. Aujourd'hui, face à l'accélération de la mondialisation et notamment aux conséquences de la place grandissante de la Chine dans le commerce mondial, les Etats-Unis et d'autres pays développés ont commencé à douter des bienfaits du libre-échange. Paul A. Samuelson reprend ce débat à travers l'analyse de plusieurs configurations des relations sino-américaines dont au moins une suggère que les avantages ne sont pas toujours du côté des Etats-Unis.

Bhagwati *et al.* repensent les délocalisations et défendent la globalisation *Journal of Economic Perspectives*

Jagdish Bhagwati, Arvind Panagariya et T. N. Srinivasan

Le débat - que ce soit aux Etats-Unis ou ailleurs - autour de la mondialisation se focalise de plus en plus sur la notion de délocalisation (ou externalisation comme on disait encore récemment), soumise ici à une analyse approfondie. Partant d'une définition claire - l'échange de services à distance - les auteurs rejettent la plupart des craintes formulées à l'encontre des délocalisations. Notamment en termes de pertes d'emploi, leur analyse est sans ambiguïté : non seulement le nombre total d'emplois américains " délocalisés " est très faible, mais les Etats-Unis n'ont pas non plus à craindre de pertes significatives d'emplois qualifiés. Par ailleurs, sur le plan théorique, les phénomènes en question ne bouleversent en rien les schémas traditionnels de l'échange international. Les auteurs défendent notamment la thèse selon laquelle le commerce de services n'est qu'une forme spécifique d'échange qui ne se différencie pas des principes classiques.

Désindustrialisation, délocalisations et marchés financiers : l'économie réelle sous influence Conseil d'analyse économique

Dominique Namur et Jean-Louis Truel

Les analyses concernant les effets de la désindustrialisation et des délocalisations ne doivent pas, selon les auteurs, être limitées aux conséquences de ces phénomènes sur l'emploi. Ils rappellent par ailleurs le lien étroit entre l'internationalisation de la production industrielle et celle des marchés financiers. Ainsi, les délocalisations ne sont qu'une manifestation de l'autonomie croissante de la localisation industrielle par rapport à l'épargne. Toute reconversion du tissu industriel dépend étroitement de l'efficacité des marchés financiers et de l'industrie de la finance. Les Etats-Unis disposent dans ce contexte d'un avantage comparatif important face à des marchés financiers internationaux normés essentiellement selon les standards américains.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

PROTECTION SOCIALE

Contrevérités sur le départ à la retraite

Revue d'économie politique

Pierre Pestieau

L'âge de départ à la retraite constitue un élément central de nombreuses politiques de réforme des retraites. L'auteur présente et discute une dizaine d'énoncés fréquemment utilisées dans ce débat, comme par exemple, le lien supposé positif entre mise à la retraite des travailleurs âgés et l'accès à l'emploi des jeunes chômeurs ou la supposé pénalisation des moins qualifiés par toutes les politiques visant à relever l'âge de la retraite. L'auteur montre que ces affirmations sont erronées ou à tout le moins discutables.

DEVELOPPEMENT

La contribution des politiques de santé au développement durable

Mondes en développement

Stéphane Tizio

Depuis les années 1990, les organisations internationales ont mis l'accent sur le rôle primordial que jouent dans le développement durable les systèmes de soins et les politiques de santé. Les analyses économiques ont en effet montré depuis fort longtemps que l'état sanitaire d'une population est un facteur déterminant de la croissance économique à long terme et du développement humain. Aussi, la commission "Macroéconomie et santé " de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise-t-elle, depuis plusieurs années, une augmentation substantielle de l'aide fournie par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, afin de soutenir de manière plus efficace les politiques sanitaires mises en œuvre dans les pays en développement.

MONNAIE

Vers une nouvelle union monétaire en Afrique de l'Ouest ? La Lettre du CEPII

Agnès Bénassy-Quéré

Le lancement de l'euro a contribué à stimuler dans d'autres régions du monde les projets d'union monétaire. Celui qui jusque-là était le plus avancé est celui de la " seconde " union monétaire ouest-africaine rassemblant cinq pays d'Afrique de l'Ouest non-membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Ces pays n'appartiennent pas à la zone franc, mais sont membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le projet a conduit à la création, en 2002, de la zone monétaire ouest-africaine (ZMOA). Le lancement de la monnaie unique, baptisée eco, était initialement prévu le 1er juillet 2005, mais le processus de convergence étant insuffisamment avancé, il a été décidé récemment de reporter l'unification monétaire au 1er décembre 2009. Quoi qu'il en soit, l'analyse approfondie de la situation économique des pays membres de la ZMOA montre qu'à l'heure actuelle, cet ensemble n'est guère homogène. En fin de compte, ces membres semblent avoir peu d'intérêt à une unification monétaire rapide.